



FIAN Suisse  
15 rue des Savoises  
1205 Genève  
T 022 328 03 40  
fian@fian-ch.org  
www.fian-ch.org

## RAPPORT D'ACTIVITES 2011

### CAMPAGNE DESC

En novembre 2010, le Comité de l'ONU pour les droits économiques sociaux et culturels (DESC) a examiné la situation de ces droits en Suisse. Sur la base du rapport de la Confédération et des rapports alternatifs de la société civile, le Comité DESC avait alors transmis 28 recommandations à la Suisse. Afin de faciliter la mise en œuvre de ces recommandations, la coalition romande d'ONG sur les DESC coordonnée par FIAN Suisse et le CODAP a publié en septembre 2011 les «**Lignes directrices pour la mise en œuvre des recommandations des experts du Comité des Droits Economiques, Sociaux et Culturels des Nations Unies**».

Rédigé grâce aux informations et à la synergie de 30 organisations et syndicats, ce document de la coalition se veut un outil permettant de faciliter la tâche des autorités chargés de la mise en œuvre des DESC au niveau fédéral, cantonal et communal. Les organisations de la société civile de Suisse romande ont ainsi

été sollicitées pour réagir sur les recommandations adressées par le Comité des DESC à la Suisse en 2010, en donnant des informations dans leurs domaines de spécialisation respectifs.

Le guide de la coalition romande s'inscrit dans une campagne pour la mise en œuvre des recommandations de l'ONU. Il sera au centre de plusieurs ateliers autorités/ONG que la coalition a commencé à organiser en septembre. La rédaction de ce guide et les ateliers réalisés ont été rendus possible grâce à l'important soutien financier de la Loterie romande.

**Dans le cadre de la campagne pour la mise en œuvre des recommandations de l'ONU, FIAN a organisé :**

#### **1. Un atelier à l'office des DH avec les autorités (16 septembre) :**

En collaboration avec l'Office des droits humains du canton de Genève, FIAN Suisse a organisé le 1er atelier de la campagne de mise en œuvre des recommandations des experts du Comité DESC. Etaient présents : des Conseillers administratifs, les représentants des différents services de l'office des Droits Humains, des constituants, des députés et des associations.

Cet atelier a été très fructueux et a révélé la réelle nécessité de faire une étude comparative canton par canton afin d'évaluer la mise en œuvre des DESC et permettre aux cantons de s'aligner sur les exemples de bonnes pratiques.

#### **2. Conférence-débat à Carouge (16 septembre) :**

Cet évènement, intitulé *Carouge s'engage pour les droits humains*, a constitué en une projection du film *NEM-NEE, Non entrée en matière*, du réalisateur Charles Heller, portant sur les per-

sonnes déboutées de la procédure d'asile par le biais d'une décision de non-entrée en matière (NEM). Suite à cette projection, une discussion avec le réalisateur, le porte parole du secteur réfugié au Centre Social Protestant (Aldo Brina) et le responsable RH de GenèveRoule (Yann Grand) ont permis d'actualiser cette thématique.

A la suite du film, un débat avec les trois Conseillers administratifs de la Ville de Carouge à eu lieu (Nicolas Walder, Stéphanie Lammar et Jeannine De Haller), et un expert sur les droits économiques, sociaux et culturels (Christophe Golay, de l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève). Cette rencontre a permis de voir comment les communes pouvaient s'engager pour la mise en œuvre des DESC.

### 3. Atelier à Berne (5 octobre)

La coalition a été invitée à participer à la préparation, aux côtés de l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève et le Centre Suisse de Compétence en matière de droits humains, d'un séminaire avec les autorités fédérales sur la mise en œuvre des recommandations du Comité des DESC de l'ONU. Ce séminaire a remporté un grand succès, avec la participation de plus de 150 personnes, et a prouvé la volonté de la Confédération dans la mise en œuvre des DESC.

### 4. Atelier thématique sur le droit à la santé à Lausanne (29 novembre)

Organisé en partenariat avec la fondation PLANes, cet atelier a été reporté au 25 janvier 2012. Cette rencontre entre les autorités cantonales et communales, professionnels de santé et associations œuvrant dans le domaine, permettra de faire le bilan du respect des droits humains liés à la santé depuis l'examen de la

Suisse. Les thèmes abordés seront : les risques de discrimination, concernant notamment l'accès aux soins de santé, l'éducation sexuelle, le suicide et l'impact négatif des politiques suisses sur la santé dans des pays tiers.

### 5. Les 16 et 17 octobre : Journée mondiale du refus de la misère

Comme en 2010, FIAN Suisse a organisé un événement avec le Collectif 17 Octobre (composé de 12 associations) autour des 15, 16 et 17 Octobre (Journées mondiales de l'alimentation et du refus de la misère).

Le samedi 15 octobre, une table ronde intitulée "Nous avons un rêve pour un monde meilleur où chacun aurait sa place" a eu lieu sous forme de "Word café" (environ 8 tables de 8 personnes ont réfléchi ensemble sur une question pendant 20 minutes avant de changer de table, de question et de partenaires).

Le dimanche 16 octobre, après un repas offert et partagé, la projection du film *Main basse sur le riz* a pu révéler de manière simple, même pour les non-initiés, les facteurs qui ont conduit à l'explosion du prix du riz en 2008, alors que cette céréale est l'aliment de base pour la moitié de l'humanité. Ce film nous a montré comment la spéculation sur les denrées alimentaires de base, les monopoles ou encore la corruption, ont conduit en 2008 à ce que l'on a appelé "les émeutes de la faim" dans plus de 40 pays.

Ce film a permis de poser les bases afin de permettre à Jean Ziegler de nous présenter son dernier livre, *Destruction massive, Géopolitique de la faim* ; qui tente d'expliquer le paradoxe de la persistance de la faim alors que l'agriculture mondiale serait en mesure de nourrir toute l'humanité. Jean Ziegler a mis en lumière

les dangers que représentent la production d'agrocarburants, la spéculation sur les terres et les produits agricoles ou encore l'accaparement des terres ou la mainmise des multinationales sur toute la chaîne alimentaire. Un stand de produits agricoles locaux de l'Affaire TourneRêve a permis de faire le lien entre développement durable, agriculture de proximité, santé, et écoresponsabilité.

## 6. Journée mondiale des droits humains (10 décembre):

A l'occasion de la Journée mondiale des Droits Humains, FIAN Suisse a organisé une conférence afin de faire le bilan depuis l'examen de la Suisse en novembre 2010 par le Comité des Droits Economiques, Sociaux et Culturels, de ce qui a été entrepris ou non par les communes et les cantons pour le respect de ces droits. La Directrice de l'office des Droits humains, Madame Fabienne Bugnon, était présente. Cette année, les cas de bonnes pratiques ont été mis en avant avec un représentant du niveau communal (Nicolas Walder, Conseiller administratif de la ville de Carouge), un représentant du niveau national (Carlo Sommaruga, Conseiller national), des représentants d'associations œuvrant pour le respect de ces droits (CETIM, ASLOCA, CCSI) et un expert des DESC (Christophe Golay). Un apéritif musical a suivi, accompagné par le groupe de musique Cecilia and Co.

## 7. La suite de la campagne

La campagne de mise en œuvre des DESC se poursuivra pendant le premier trimestre de 2012 avec 3 ateliers : à Lausanne sur le droit à la santé, à Bienne sur les droits syndicaux et à La Chaux-de-Fonds sur les discriminations multiples vécues par les personnes les plus vulnérables (en matière de santé, alimentation, éducation....).

## "PAS D'ACCAPAREUR DE TERRE NI À GENÈVE NI AILLEURS!"

Le 7 juin 2011, FIAN Suisse, avec une dizaine d'associations et syndicats, a organisé une manifestation devant le Grand Hôtel Kempinski de Genève pour protester contre la tenue d'une réunion d'investisseurs dans le cadre de la Jetfin Agro 2011. Ce genre de réunion a pour objectif de mettre en contact les investisseurs et de promouvoir les «investissements» sur les terres à l'étranger, phénomène plus connu sous le terme d'«accaparement de terres» à grande échelle dans les pays du Sud. La manifestation était aussi organisée pour protester contre le soutien officiel du canton de Genève à la réunion.

## RASSEMBLEMENT POUR LE DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS

Le rassemblement pour le droit au logement, fruit des premières réunions logement dans le cadre de la campagne DESC en 2010, s'est tenu le 14 mai 2011 malgré une tempête.

Une soixantaines de personnes étaient présentes et après les interventions de Christian Dandres, juriste à l'Asloca, Christophe Golay, des représentants d'UNIA et des Jardins de Charrotons et Christophe Koessler des Mals Logés, nous nous sommes répartis en petits ateliers sur différents thèmes (expulsions, droit au logement VS droit à l'alimentation, etc.).

Ce réseau continue de se réunir et continue d'organiser des actions en faveur du droit au logement pour tous.

Un Projet de loi de fondation pour le logement des Jeunes a également vu le jour suite aux réunions de la coalition et a été déposé au Grand Conseil fin septembre.

## **DROITS DES PAYSAN-NE-S : IL EST TEMPS D'AGIR!**

FIAN Suisse a organisé une conférence le 10 mars 2011, lors de la venue exceptionnelle de leaders de La Vía Campesina au Conseil des droits de l'homme à Genève: Henry Saragih (Indonésie), Secrétaire général de La Vía Campesina, Yolanda Areas Blass (Nicaragua), Javier Sanchez (Espagne), Renaldo Joao Chingore (Mozambique), Juana Ferrer (République dominicaine) et Mamadou Ba (Sénégal). Melik Özden, co-Directeur du CETIM a également participé à la conférence, qui a été modérée par Valentina Hemmeler Maïga, Secrétaire syndicale à UNITERRE.

## **DROIT SANS FRONTIÈRES**

FIAN Suisse s'engage dans la campagne « Droit sans frontières » qui demande au Conseil fédéral et au Parlement national de créer les bases légales pour que les entreprises ayant leur siège en Suisse respectent les droits humains et l'environnement partout dans le monde. FIAN Suisse fait part de plus de 50 organisations qui soutiennent la campagne. En vue du respect du droit à l'alimentation, FIAN Suisse vous encourage à signer la pétition pertinente sur le site [www.droitsansfrontieres.ch](http://www.droitsansfrontieres.ch).

## **LES PRINCIPES DE MAASTRICHT SUR LES OBLIGATIONS EXTRATERRITORIALES DES ÉTATS**

Ces principes ont été adoptés le 28 septembre 2011 par un groupe de 40 experts. Parmi ces droits, on retrouve le droit à l'alimentation et à l'eau. Ces principes définissent pour la première fois de manière claire et précise les obligations relatives aux droits de l'Homme des États envers les personnes au-delà de leurs frontières. En collaboration avec FIAN International FIAN Suisse a travaillé sur une traduction allemande de la version originale anglaise. Vous trouverez les principes, la traduction et des

informations complémentaires relatives à ce thème sur notre site web. FIAN Suisse lancera en 2012 une campagne pour soutenir la communication, l'acceptation et l'application de ces principes en Suisse. Nous vous remercions pour toute contribution pour pouvoir financer cette campagne.

## **PERSPECTIVES POUR 2012**

FIAN Suisse souhaite continuer de développer ses activités en 2012 et pour cela a besoin de renforcer ses membres actifs et son soutien financier.